

Décision de caractère général n  79-01

Le Conseil National du Crédit,

Vu la loi du 13 juin 1941 relative à la réglementation et à l'organisation de la profession bancaire, et notamment ses articles 27, 32, 33, 37 et 39 ;

Vu la loi du 14 juin 1941 relative à la réglementation et à l'organisation des professions se rattachant à la profession de banquier, et notamment ses articles 1 et 7 ;

Vu l'article 13, alinéa 12, de la loi du 2 décembre 1945 relative à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit ;

Vu les conventions franco-monégasques en date du 14 avril 1945 et vu le décret 63-900 du 29 août 1963 portant publication de l'échange de lettres intervenu le 18 mai 1963 pour préciser les conditions d'application de ces conventions dans le domaine bancaire ;

Vu l'article 1er des décrets n  55-625 et n  55-626 du 20 mai 1955 qui ont rendu applicables dans les territoires d'outre-mer et les départements d'outre-mer les lois relatives à l'organisation du crédit et à la réglementation de la profession bancaire et des professions qui s'y rattachent ;

Vu le décret n  62-434 du 9 avril 1962 relatif à l'organisation du crédit ainsi qu'à la réglementation de la profession bancaire et des professions se rattachant à la profession de banquier dans les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer, et notamment ses articles 1 à 4 ;

Vu la décision de caractère général du Conseil National du Crédit en date du 28 juillet 1954 relative au financement des ventes et achats à temp ratement en métropole, modifiée et complétée par la décision n  59-07 du 19 novembre 1959 ;

Vu la décision de caractère général du Conseil National du Crédit n  67-06 du 28 juin 1967 modifiée par les décisions n  75-04 du 4 septembre 1975 et 76-03 du 24 mars 1976 ;

Vu la décision de caractère général du Conseil National du Crédit n  75-01 du 25 mars 1975 ;

Vu la décision de caractère général n  64-02 du Conseil National du Crédit du 6 février 1964, relative à la réglementation du financement des ventes à temp ratement dans les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer, modifiée par la décision de caractère général n  67-04 du 9 mars 1967 ;

Vu la décision de caractère général du Conseil National du Crédit n  75-09 en date du 10 octobre 1975, qui a étendu aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer les règles applicables aux opérations de financement de ventes ou achats à temp ratement réalisées en métropole ;

Vu la lettre du Ministre de l'économie en date du 23 avril 1979 ;

Après en avoir délibéré au cours de sa séance en date du 24 avril 1979 ;

Considérant, d'une part, qu'il convient de créer les conditions d'une plus large concurrence entre les divers établissements qui interviennent dans le financement des biens à usage domestique ou particulier ; considérant qu'il importe à cet effet de laisser aux établissements spécialisés dans le financement des ventes et achats à temp ratement le soin de déterminer, dans chaque cas, le montant et la durée de leur concours et par conséquent d'abroger les règles de quotité et de durée instituées par la décision de caractère général du 28 juillet 1954 ;

Considérant, d'autre part, que ces mêmes établissements sont tenus de limiter leurs emplois à un certain multiple de leurs fonds propres ; considérant qu'il n'apparaît plus justifié de maintenir cette réglementation spécifique et qu'il convient d'en atténuer progressivement les effets, en raison des nouvelles conditions de concurrence existant sur le marché du crédit à la consommation et dans la perspective de l'institution d'un rapport de couverture des risques qui, devant s'appliquer à l'ensemble du système bancaire, concernera les établissements susvisés ;

Considérant que ces différentes modifications doivent s'appliquer également dans les départements d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer ;

Décide :

Article 1er. – La décision de caractère général du 28 juillet 1954 et la décision de caractère général n  67-06 du 28 juin 1967 sont abrogées, à l'exception des dispositions relatives au montant maximum des risques visé à l'article 2 de la décision du 28 juillet 1954, qui à titre transitoire, demeurent en vigueur jusqu'au 30 juin 1980 dans les conditions indiquées ci-après.

Article 2. – Le montant maximum des risques visé à l'article 2 de la décision du 28 juillet 1954 est fixé à un multiple des fonds propres nets égal à :

- 12   compter du 1er mai 1979
- 14   compter du 1er octobre 1979
- 16   compter du 1er janvier 1980
- 18   compter du 1er avril 1980

Article 3. – La présente décision est applicable dans les départements d'outre-mer et dans les territoires d'outre-mer.

PARIS, le 24 avril 1979
Le Gouverneur de la Banque de France
Vice-Président du Conseil National du Crédit